Agissons ensemble pour défendre nos conditions de vie !

Cliquez ici pour télécharger le communiqué SUD Culture Solidaires : Agissons ensemble pour défendre nos conditions de vie – Appel à la grève reconductible !

Nouvelles attaques contre les chômeuses et les chômeurs, notamment sur les règles d'indemnisation des intermittentes et des intermittents.

Appel à la grève reconductible !

Depuis plus de 9 semaines, les ronds-points sont devenus des points chauds. Chauds parce que se rencontrent celles et ceux qui, parfois dans la rue pour la première fois, sont en train de refuser que la classe possédante confisque leur pouvoir et décide à leur place. Chauds parce que se côtoient de nombreuses urgences, de nombreuses exaspérations, et de nombreux modes d'actions. Chauds parce que ce qui s'y invente ne ressemble à rien d'autre.
Cette colère sociale, cette nécessité de défendre nos conditions de vie se retrouvent aussi dans des manifestations, dans les grèves dans certaines entreprises et dans les actions pour défendre les droits des chômeurs et chômeuses qui sont de nouveau attaqués.

Ne pas faire peser les économies sur le dos des plus précaires.

Dans ce contexte, et après l'adoption de la loi du 5 septembre *« pour la liberté de choisir son avenir professionnel »* et les nouvelles mesures mises en place ce 1er janvier pour renforcer les contrôles (sanctions et radiations), qui vont durement impacter les chômeur•euses, le gouvernement a imposé une **renégociation de la convention d'assurance chômage**.
Ces nouvelles négociations se tiennent dans un climat particulièrement tendu. En effet, une lettre de cadrage (dans laquelle le gouvernement fixe les règles de la négociation) demande aux « partenaires sociaux » interprofessionnels de valider le plan de **3,9 milliards € d'économies sur 3 ans**.
Dans une situation économique où précarité des un•es rime avec profits d'une poignée d'autres, les représentant•es des riches s'apprêtent à mettre en place la stratégie habituelle : faire peser ces économies sur le dos des seuls•es chômeur•euses.
En ce qui concerne les **annexes 8 et 10**, un autre document de cadrage, relatif à la négociation des règles spécifiques d'indemnisations des technicien•es et artistes intermittent•es du spectacle et de l'audiovisuel, a été signé, le 18 décembre dernier, par les « partenaires sociaux » interprofessionnels (à l'exception de la CGT et de FO).
Bien que non chiffré, ce document planifierait **plus de 200 millions € d'économies sur ce secteur d'ici 2020 !**

Rassurer pour mieux enfumer !

Les prises de paroles du ministre de la culture sur le sujet se veulent rassurantes mais nous ne sommes pas dupes. **Les délais sont intenables** et les organisations du secteur n'ont pas la possibilité de rendre un projet d'accord étayé et réfléchi d'ici le **22 janvier**. Qui plus est, le comité d'expert•es indépendant•es, censé accompagner la négociation professionnelle, ne peut produire de chiffrages efficients sur

les effets de l'accord de 2016 en si peu de temps.
Il n'est par ailleurs pas anodin de rappeler que, pour la première fois, le ministre de la culture n'a **plus de « conseiller•e social•e»**. C'est dire l'intérêt du ministre pour les questions sociales et les conditions des travailleurs/ses du secteur culturel !
Au-delà des seules annexes 8 et 10, **c'est le système d'assurance chômage bâti sur la solidarité interprofessionnelle qui est à nouveau attaqué**. Faut-il le rappeler, s'en prendre au chômage c'est attaquer directement les conditions de travail de toutes et tous. Car quelle marge nous restera t-il pour peser, pour négocier, pour discuter avec nos patrons, quand il ne restera du chômage que le nom et la peur de tomber dedans ?
Personne aujourd'hui ne peut ignorer le sens de la politique au service du patronat menée par E. Macron. Ce qui se cache derrière les nombreuses attaques contre les plus pauvres, et conjointement contre l'ensemble des services publics, c'est bien l'instauration d'un monde à deux vitesses, dans lequel le fossé entre les plus pauvres et les plus riches est devenu un gouffre qui chaque jour se creuse davantage. Un monde où tout est fait pour détruire les droits sociaux des travailleurs/ses et pour augmenter de manière effrénée les profits.

Nous revendiquons l'indemnisation de TOUTES et TOUS !

Les cotisations sociales appartiennent aux travailleurs/ses, la présence du patronat dans la gestion de ce salaire socialisé est illégitime. Nous revendiquons la gestion collective et démocratique de l'UNEDIC par les seul-e-s travailleurs/ses, avec ou sans emploi, comme cela a été le cas dans le passé et sans intrusion de l'Etat !
Contre la logique du système par capitalisation actuellement à l'œuvre dans l'assurance chômage, nous défendons une logique mutualiste et solidaire.

Contre la logique néo-libérale et individualiste, nous affirmons que nous ne trouverons notre autonomie et notre liberté que dans une logique collective.
Nous demandons le maintien des améliorations et des garanties apportées aux annexes 8 et 10, le maintien d'un régime spécifique de l'intermittence, avec l'extension de son champ d'application aux pratiques artistiques qui en sont pour l'instant exclues.

Nous exigeons le retrait des deux lettres de cadrage et refusons que les règles d'indemnisation soient rediscutées tous les 6 mois. Nous exigeons le retrait des mesures de chasse aux chômeurs/ses et une indemnisation décente de l'ensemble des chômeurs et chômeuses, avec un montant minimum qui ne peut pas être inférieur au SMIC. Nous refusons toutes les mesures d'économie sur le dos des plus pauvres. Il faut prendre l'argent là où il est, dans les richesses détournées par le capital !

Pour cela, SUD Culture appelle à l'organisation d'assemblées générales, à des actions, des manifestations et à une grève reconductible et massive dans le secteur du spectacle vivant et de l'audiovisuel. Il est temps de nous mobiliser pour défendre nos droits sociaux et pour en gagner de nouveaux. Il est temps que celles et ceux qui luttent, pour une plus grande justice sociale, pour une juste répartition des richesses, pour un modèle économique respectueux des humains et de la planète, pour une vie simplement vivable, unissent leurs forces et leurs actions, pour que ce gouvernement de plus en plus déconnecté des réalités sociales actuelles (et secondé par un patronat offensif) commence à reculer.

SUD Culture Solidaires, 19 janvier 2019